



Géopolitique du terrorisme en Afrique (1^{re} partie)

Author(s): Rodrigue Nana Ngassam

Source: *DSI (Défense et Sécurité Internationale)*, Septembre 2015, No. 117 (Septembre 2015), pp. 60-65

Published by: Areion Group

Stable URL: <https://www.jstor.org/stable/10.2307/48604906>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <https://about.jstor.org/terms>



Areion Group is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *DSI (Défense et Sécurité Internationale)*

JSTOR



Des forces burundaises s'entraînent avec les Marines américains avant de rejoindre les forces de l'AMISOM, la mission de l'Union africaine en Somalie, qui combat notamment les Shebab. La plupart des armées africaines manquent d'entraînement et de moyens pour lutter contre ce type de groupes terroristes de mieux en mieux équipés. (© MARFORAF/USMC)

Géopolitique du terrorisme en Afrique (1^{re} partie)

La guerre contre le terrorisme décrétée en 2001 par le président Bush, et dont le point d'orgue fut la guerre en Irak, a atomisé les réseaux islamistes radicaux se revendiquant d'Al-Qaïda. Ils sont devenus protéiformes dans leur structure et leur mode de fonctionnement et surtout très réactifs, sur un mode souvent opportuniste, à tous les facteurs politiques et géopolitiques pouvant servir leurs desseins⁽¹⁾. Incarné par Oussama ben Laden, ce terrorisme d'un genre nouveau s'est fixé un champ mondial, utilisant à bon escient toutes les possibilités offertes par la mondialisation au sens large⁽²⁾ (notamment celles issues de la révolution des technologies de l'information), et évolue dans un nouvel environnement, caractérisé non plus par l'affrontement idéologique, mais par l'imbrication des enjeux et la multiplication des risques⁽³⁾.

Par **Rodrigue Nana Ngassam**,
doctorant en études internationales
à l'université de Douala (Cameroun),
chercheur associé à la Société
Africaine de Géopolitique et d'Études
Stratégiques (SAGES) et au Groupe de
Recherche sur le Parlementarisme et
la Démocratie en Afrique (GREPDA)

Longtemps considéré comme un phénomène lié au Moyen-Orient, le terrorisme semble avoir trouvé un nouvel élan sur le continent africain. Celui-ci s'est substitué aux mouvements rebelles ou aux forces gouvernementales des années 1980⁽⁴⁾

qui ont fait régner la terreur comme stratégie délibérée dans la plupart des conflits intérieurs qui y ont éclaté dans la décennie 1980-1990. Si la réalité a révélé des divergences dans leurs revendications politiques et leurs idéologies religieuses, la majorité des groupes terroristes qui quadrillent

le continent africain se rejoignent néanmoins sur leurs objectifs : ils sont intransigeants dans leur volonté d'instaurer des régimes islamiques respectant strictement la charia et dans leur rejet de l'Occident.

Le retour à la pureté de l'islam devient alors comme une forme obsessionnelle de l'identité, une sorte de tendance à guider son action présente ou future, un refuge devant les frustrations des masses désabusées par les États, déçues par la modernité. Il en découle que Dieu doit prendre sa revanche⁽⁶⁾. C'est donc dans cette vision mythique et romantique qu'a pris progressivement racine un terrorisme massif et irrationnel : la menace islamiste radicale impulsée par un ensemble de groupes terroristes dont la dangerosité menace la stabilité et la sécurité du continent africain. Devenu la menace la plus prégnante dans ce monde instable, le terrorisme appelle donc à la mise en place d'une réponse

harmonisée, pour assurer la défense et la sécurité des États africains (pas seulement), à reconsidérer les moyens de lutte contre ce phénomène et à les adapter en permanence également.

Fragilités sécuritaires et accroissement de la menace terroriste en Afrique

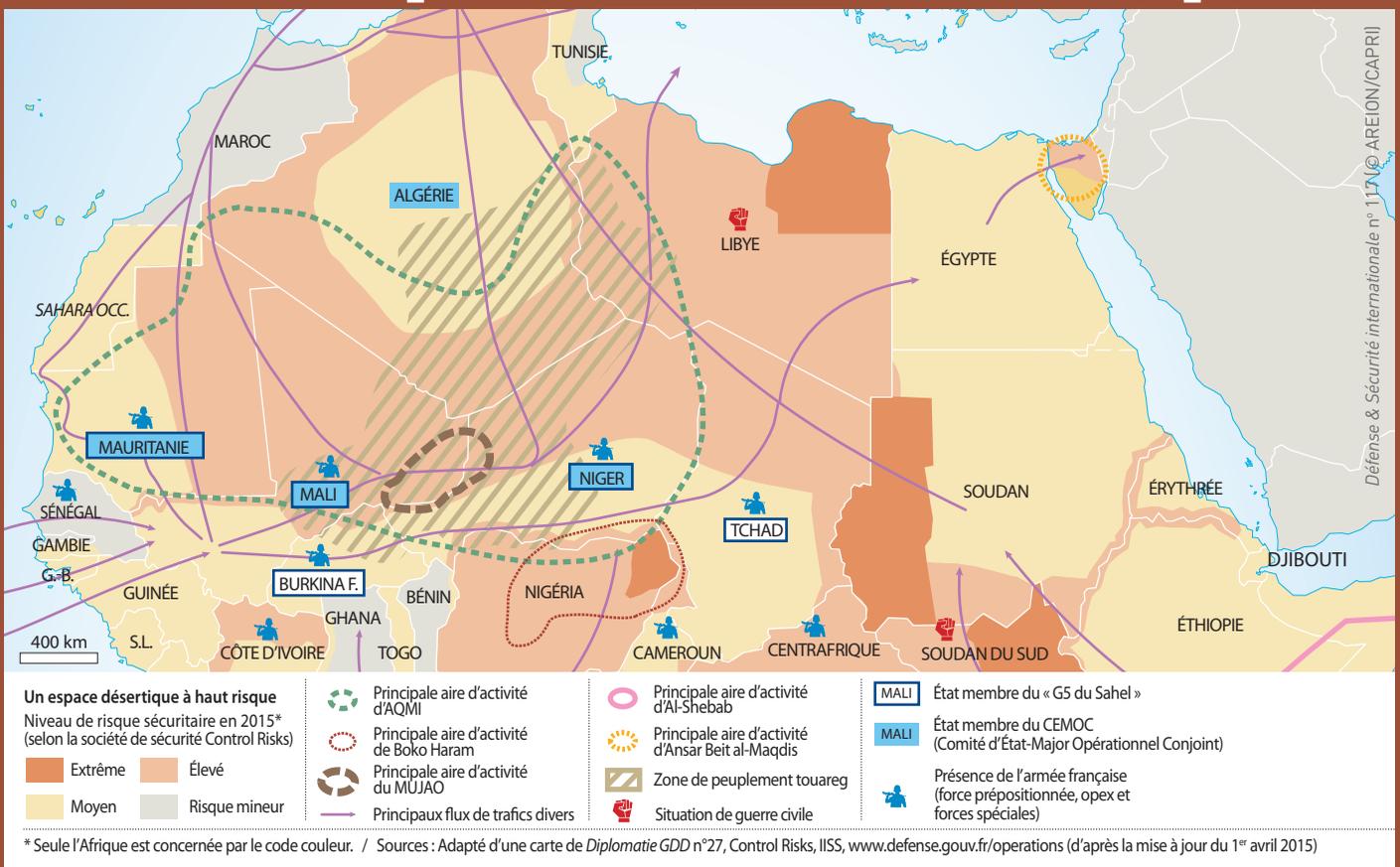
Plus de deux ans après le déclenchement de l'opération « Serval » dans le nord du Mali, force est de constater que le terrorisme n'a pas été vaincu. Les motivations et les objectifs stratégiques des groupes terroristes ajoutés à la sophistication de leurs attaques et de leur létalité sur le continent montrent qu'il est en forte croissance.

Une volonté de maîtrise de l'espace

Depuis 2012, le conflit malien a mis en lumière une mutation récente des mouvements terroristes en Afrique.

Ceux-ci ont retrouvé une nouvelle vigueur grâce aux faiblesses géopolitiques et sécuritaires qui affectent cette partie du monde. De nombreux États, incapables d'assurer le *policing*⁽⁶⁾ sur l'ensemble de leur territoire, ont abandonné pratiquement le contrôle de celui-ci entre les mains d'organisations criminelles. Cela a donné lieu à l'émergence de zones de non-droit dont des groupes du crime organisé se sont très vite rendus maîtres. L'État est ainsi « mis en échec » jusque dans ses fonctions sécuritaires les plus traditionnelles par des réseaux terroristes ou par des mafias, défié dans son monopole de la violence physique légitime, mais aussi dans son aptitude à préserver et à contrôler la valeur des richesses nationales⁽⁷⁾. Comme ils l'ont toujours fait, les groupes terroristes restent mobiles et circulent librement dans de vastes espaces sous-administrés, le long d'une route qui va de la Libye au Soudan en passant par la

Zones à risques dans le nord de l'Afrique





Le général Pierre de Villiers (en blanc), CEMA français, assiste à une réunion des chefs d'état-major du G5 Sahel à Niamey, en novembre 2014. Créé en février 2014 avec l'appui de la France, ce groupe réunit des pays (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad) où sévissent de nombreux groupes terroristes, avec pour objectif de coordonner les politiques de développement et de sécurité dans la bande sahélo-saharienne. [© EMA/armée de l'Air]

Somalie, le Mali, le Nigeria, ou encore les pays du lac Tchad.

Quant au Sahel, « *la situation [...] montre, depuis 2011, combien le renversement d'un régime gendarme (la Libye), capable à la fois de radicaliser et déradicaliser, mobiliser et contenir les acteurs régionaux non étatiques, peut produire des effets dévastateurs au-delà d'un seul État* »⁽⁸⁾. Les incertitudes libyennes et ses conséquences ont fait du Sahel une plaque active du terrorisme avec Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO)⁽⁹⁾ qui continuent d'agir dans le nord du Mali. À côté des mouvements laïcs, principalement touaregs autonomistes (Mouvement National de Libération de l'Azawad – MNLA) et parfois des groupes à la fois autonomistes et salafistes (Ansar Dine). Sans oublier l'État islamique (EI) qui, par sa résonance mondiale, a réussi à rallier en son sein des groupes fondamentalistes locaux qui lui ont fait allégeance et qui cherchent à déstabiliser la Libye et les pays de la région,

eux-mêmes en recherche de stabilité comme l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte, ainsi que l'Afrique subsaharienne, déjà endémiquement fragile.

La menace liée à l'extension du champ d'activité de Boko Haram reste également d'actualité. Depuis 2009, Boko Haram a changé de paradigme⁽¹⁰⁾. Les actions menées par cette organisation terroriste sont de plus en plus audacieuses, criminelles, et installent une sinistrose à l'échelle continentale. Cette secte islamiste, qui jadis concentrait ses agissements au Nigeria, étend désormais son théâtre d'opérations militaires vers les pays voisins (Cameroun, Tchad, Niger, Bénin). L'objectif étant de les déstabiliser, de s'emparer de pans entiers de leurs territoires et de sanctuariser une terre islamique pure pour mettre en œuvre son projet de création d'un grand califat dans la région. Du côté de l'Est de l'Afrique, Al-Shebab constitue la plus importante menace terroriste en Afrique orientale. Entre 2004 et 2006, ce groupe, qui se considère comme une milice d'autodéfense, se rapproche de l'Union des Tribunaux

Islamiques (UTI). Après l'intervention éthiopienne qui entraîne la chute de l'UTI en décembre 2006 et le ralliement de cheik Sharif Ahmed – un ancien chef de l'UTI – au gouvernement fédéral de transition, les Shebab s'imposent comme une véritable organisation, rejoignant en cela les objectifs de la nébuleuse Al-Qaïda à laquelle ils prêtent allégeance en septembre 2009. Cependant, ayant subi plusieurs défaites et pertes territoriales en Somalie, le groupe change de tactique. Au lieu de mener de vastes opérations d'insurrection, il adopte une stratégie plus ciblée pour perpétrer des attaques terroristes contre le gouvernement somalien et ses alliés internationaux, dont le Kenya, qui représentent la cible idéale⁽¹¹⁾.

Autre zone de violence, le Sinaï, qui reste le principal casse-tête sécuritaire de l'État égyptien, du fait de sa topographie désertique et montagneuse, de l'étendue du littoral (le Sinaï n'occupe que 6,1% du territoire de l'Égypte, mais comporte environ 30% de ses côtes), des multiples réseaux de trafics (armes, stupéfiants, médicaments, voitures volées, immigration clandestine, contrebande avec Gaza) et d'une forte implantation de mouvements djihadistes. La cartographie de ces groupes opérant dans le Sinaï n'est pas très claire, mais la lutte que leur impose l'armée égyptienne les a poussés à se regrouper et à se fédérer autour de l'organisation Ansar Beit al-Maqdis, formation qui était affiliée à Al-Qaïda, mais qui a ensuite rejoint Daech. Ce qui est certain, c'est que ces groupes sont multiples et comportent plusieurs milliers de membres incluant de nombreux djihadistes étrangers, mais surtout, des membres de certaines tribus sinaïotes avec qui ils sympathisent.

De fait, les rapports entre les populations bédouines et le pouvoir central égyptien se caractérisent par un malaise profond. L'incapacité de l'État à assurer ses missions régaliennes dans cette péninsule difficilement contrôlable, sous-administrée et souffrant d'une mauvaise gouvernance est la

cause de l'insurrection islamiste dans cette partie du territoire égyptien. Les terres inhospitalières, le chômage des jeunes, les multiples discriminations dont les membres des tribus font l'objet et le manque de ressources font de cette région un endroit pauvre, terreau fertile de l'insatisfaction et de la récupération djihadiste. Selon Tewfik Aclimados, « certaines tribus sont les clientes de l'État central, d'autres son ennemi, avec, au sein de chacune, une minorité qui fait autre chose que ce que les chefs préconisent. [...] L'État n'a pas les instruments lui permettant d'appréhender l'être "bédouin du Sinaï" et les habitants de la péninsule ne voient dans le Léviathan de la vallée du Nil qu'un béhémoth du livre de Job ⁽¹²⁾ ».

En Tunisie, la région du Kef (dans le nord-ouest), les zones frontalières avec l'Algérie et la réserve du djebel Chaambi (déclarée « zone militaire fermée » le 1^{er} mai 2014), située au centre-ouest du pays, à 17 km au nord-ouest

de Kasserine et à quelques kilomètres de la frontière algérienne, sont aussi devenues des lieux de repaires et de véritables maquis djihadistes. Profitant du flottement sécuritaire de l'après-printemps arabe, plusieurs éléments terroristes se sont progressivement implantés dans des secteurs montagneux du djebel Chaambi. Et ils viennent de partout : Algériens proches d'AQMI, Tunisiens rentrés du djihad contre Bachar al-Assad en Syrie ou liés à Ansar al-Charia de Seiffalah ben Hacine, alias Abou Iyad, soupçonné d'être responsable des assassinats des opposants Mohamed Brahimi et Chokri Belaïd, des Libyens proches du Groupe Islamique Combattant Libyen (GICL) ou encore d'anciens combattants revenus du nord du Mali. Le défi semble considérable pour les nouvelles autorités étatiques et l'attaque du 18 mars 2015 au musée du Bardo [ainsi que celle de Sousse, le 26 juin], revendiquées par l'EI, soulèvent plusieurs interrogations

sur la nature et sur les objectifs de l'extrémisme djihadiste dans cette Tunisie tournée vers la modernité et la démocratie.

Enfin, les événements en Syrie et en Irak, qui ont propulsé Daech sur le devant de la scène internationale, ne sont pas sans incidences sur certains groupes terroristes agissant en Afrique et sur une jeunesse africaine en quête de repères. Du fait de son succès, l'EI exerce sur eux un indéniable pouvoir d'attraction, un effet d'aspiration assez fort. Son idéologie comme ses agissements renforcent les extrémistes de tous ordres qui sont tentés de le rejoindre. L'expansion de Daech en Afrique – où Boko Haram au Nigeria, les Soldats du Califat en Algérie et les djihadistes égyptiens d'Ansar Beit al-Maqdis lui ont déjà prêté allégeance – atteste un rebasculement du front du djihad vers le Maghreb et le Sahel et probablement, à terme, vers le reste du continent et dans le cadre d'une

Les forces françaises participent activement à la lutte contre les groupes terroristes dans la zone à travers l'opération « Barkhane ». (© ECPAD)



jonction arabo-africaine des groupes locaux. Le retour de nombreux jeunes partis faire le djihad en Syrie et en Irak représente aussi un autre danger potentiel dans la mesure où ils pourraient alimenter la vague terroriste, après avoir combattu aux côtés des djihadistes syriens du Front al-Nosra ou de l'EI⁽¹³⁾.

Un phénomène de plus en plus meurtrier et destructeur

Au-delà de l'expansion géographique patente des groupes terroristes en Afrique, il faut mettre en avant la montée en puissance de la violence, qui s'inscrit dans le registre de la terreur. Depuis cinq ans, le nombre des victimes causées par les attaques et les attentats terroristes a franchi plusieurs seuils. Tous les coups sont permis pour obtenir un effet psychologique majeur sur les pouvoirs publics et sur l'opinion, en particulier des actions violentes et

horribles, préparées clandestinement. Elles sont l'œuvre de groupes suffisamment structurés et bien organisés, ce qui amoindrit leur prévisibilité, ou le fait d'individus idéologiquement motivés, arrimés à une cause internationale dont la rhétorique s'inscrit dans la durée. L'un de leurs buts est de tuer un nombre aussi élevé que possible de personnes ou de ressortissants étrangers de pays considérés comme hostiles à leurs principes ou à leur idéologie.

Depuis quelques années, c'est bien le terrorisme islamique⁽¹⁴⁾ qui est au cœur des préoccupations, avec des groupes terroristes motivés par des raisons religieuses⁽¹⁵⁾. Celui-ci est le fait d'imams autoproclamés, d'endoctrineurs ou de prêcheurs légitimant leurs actions violentes par l'idéologie : l'islamisme. Il apparaît comme la fusion de toutes les variantes islamistes radicales qui fondent leur action sur la prédication (*tabligh*), l'action violente, l'exil et



Les techniques de renseignement sont indispensables pour mieux cibler ces groupes terroristes particulièrement mobiles.
(© MARFORAF/USMC)

l'excommunication. Aux yeux du terroriste religieux, la violence est, d'abord et avant tout, un acte sacré et un devoir divin : celui-ci est exécuté comme réponse à une exigence théologique et justifié par les Saintes Écritures. La religion, de ce fait, fonctionne comme une force légitimante : elle sanctionne l'utilisation à grande échelle de la violence contre une catégorie d'opposants toujours plus nombreuse (c'est-à-dire toutes les personnes qui ne pratiquent pas la même religion ou n'appartiennent pas à la même communauté que celle des terroristes religieux)⁽¹⁶⁾.

L'objectif est de détruire les États et d'y imposer un islam fondamentaliste et rigoriste, mais surtout de restaurer un califat suivant la voie prophétique, comme l'annonce un *hadith*. Celui-ci constitue en effet aux yeux des islamistes un véritable âge d'or de l'islam, qui contraste avec la faiblesse actuelle du monde musulman. L'islam « agressé », menacé dans sa survie et sur son propre sol, n'aurait pas d'autre choix que de se défendre par la violence la plus extrême. Cette brutalité est fédératrice d'une idéologie qui « *décline toutes les variantes du meurtre et de la violence : se tuer, se faire tuer, tuer, tuer en se tuant ou en se faisant tuer* »⁽¹⁷⁾. Selon Bruce Hoffman, la létalité de ce type de terrorisme s'explique, « *du fait [...] de systèmes de valeurs radicalement différents, de mécanismes de légitimation et de justification, de concepts moraux et de visions du monde manichéennes qui influencent directement les motivations des terroristes sacrés* »⁽¹⁸⁾.

De nombreux groupes terroristes sahéliens (Boko Haram, Al-Shebab, etc.) sont révélateurs de cette inclination à



Un soldat nigérien s'entraîne au tir. L'armée nigérienne est régulièrement confrontée à Boko Haram. (© DoD)



la brutalité. Ils s'en prennent ouvertement à toutes les populations qui ne partagent pas leur idéologie, aux minorités religieuses, leur laissant le choix entre la conversion à « leur » version de l'islam, l'exil ou la mort. L'exemple de la secte islamiste Boko Haram est un cas concret. Pas une journée ne passe sans que cette mouvance islamiste ne fasse parler d'elle, au Nigeria comme ailleurs⁽¹⁹⁾. Jadis considérée comme une organisation dont les ambitions

politiques et religieuses se limitaient au niveau local, elle s'est transformée désormais en un enjeu géopolitique. Les terroristes de Boko Haram tuent des centaines de personnes toute l'année⁽²⁰⁾, mitraillent des églises, lancent des grenades pendant les offices, font des raids dans les villages, kidnappent des personnes, surtout des filles qu'ils revendent ou marient contre leur gré aux éléments de la secte, et des étrangers qu'ils échangent contre rançon. À ces massacres qui génèrent d'importants flux de réfugiés, il faut ajouter les assassinats ciblés, les actes de torture, les mutilations et autres supplices, que certains qualifient de crimes contre l'humanité.

Outre la tentative de créer un climat de chaos afin de démontrer l'incapacité des gouvernements à imposer la loi et l'ordre, les groupes terroristes considèrent le terrorisme comme une

stratégie de lutte prolongée, destinée à épuiser l'adversaire. Ils estiment qu'ils sont plus endurants que les gouvernements et que, s'ils persistent, ces derniers finiront par céder. D'autant plus que les armées africaines n'ont pas été préparées à cette nouvelle menace et semblent totalement dépassées par ce type d'organisations criminelles. La propagande de ces mouvements, leur capacité à recruter y compris des combattants étrangers et à gérer (si nécessaire par la terreur) les populations civiles leur confèrent des moyens accrus pour s'imposer et déstabiliser davantage les États. Cette radicalisation de la violence à l'échelle mondiale en fait l'une des menaces majeures pour les années à venir. C'est pourquoi la réponse au terrorisme doit évoluer par une transformation des stratégies de défense et de sécurité des États africains.

■ R. N. N.

Notes

- (1) Depuis le 11 septembre 2001, on a affaire à une nouvelle forme d'organigramme terroriste éclaté, largement décentralisé, qui délègue aux émirs régionaux les prérogatives de mise en place de réseaux djihadistes locaux. Ils sont chargés de définir les plans de guerre et les objectifs spécifiques à leur région et doivent se procurer de nouveaux moyens d'autofinancement. Pour une lecture approfondie, voir « Les émirs aux yeux bleus : Naissance de la Légion étrangère d'Al-Qaïda », in Roland Jacquard et Atmane Tazaghart, *Ben Laden, la destruction programmée de l'Occident : Révélation sur le nouvel arsenal d'Al-Qaïda*, Jean Picollec, Paris, 2004, p. 117-160.
- (2) Les groupes terroristes sont de plus en plus des réseaux transnationaux qui sont déterritorialisés. Voir à ce sujet Jean-Luc Marret (dir.), *Violence transnationale et sécurité intérieure*, éditions Panthéon-Assas, Paris, 1999, p. 11-16.
- (3) Romain Foliard, *Renseignement et lutte contre le terrorisme : De la fin de la guerre froide jusqu'à nos jours*, mémoire de master II en études stratégiques, sous la direction de François Géré et de Stéphane Folcher, Université de Paris 13-Institut Français d'Analyse Stratégique (IFAS), 2008, p. 3.
- (4) Jakkie Cilliers, « L'Afrique et le terrorisme » in *Afrique contemporaine*, dossier « Paix, Sécurité, Développement », n° 209, printemps 2004, p. 83.
- (5) Kepel Gilles, *La Revanche de Dieu. Chrétiens, juifs, et musulmans à la conquête du monde*, Le Seuil, Paris, 1991, 282 p.
- (6) La notion de *policing* fait référence dans la langue anglaise à l'ensemble des fonctions d'application de la loi et de maintien de l'ordre, que celles-ci soient remplies par des acteurs publics ou privés, à l'échelon national et local.
- (7) Josépha Laroche, *Politique internationale*, L.G.D.J, 1998, p. 87.
- (8) Hamit Bozarslan, « Moyen-Orient : nouvel état de violence », *Moyen-Orient*, n° 19, juillet-septembre 2013, p. 19.
- (9) Le MUJAO a désormais fait fusion avec le groupe de Mokhtar Belmokhtar, les Moulethemoune, la nouvelle entité se faisant appeler « les Mourabitoune ».
- (10) Léon Koungou, « Boko Haram : Imbroglie au nord du Cameroun », *Revue Défense Nationale*, n° 775, décembre 2014, p. 102.
- (11) Les Shebab auraient établi une présence permanente dans ce pays, en particulier au sein de la large diaspora somalienne et de la population somalie résidant dans le quartier de Eastleigh à Nairobi et le camp de réfugiés de Dadaab dans le nord. Lire à ce sujet Sonia Le Gouriellec, « Le groupe Al-Shabaab et l'attaque de Nairobi », CDEF/DREX, *Lettre du RETEX-Recherche*, n° 4, 12 novembre 2013.
- (12) Tewfik Aclimandos, « L'État égyptien face au jihadisme dans le Sinaï » in Dossier stratégique : « Quelles stratégies étatiques dans le monde arabe face au jihadisme », *La Lettre de l'IRSEM*, n° 4, 2014, p. 9.
- (13) Les survivants sont censés retourner chez eux une fois les combats en Syrie et en Irak terminés pour mettre en œuvre les enseignements et les formations reçues, et continuer le *djihad* contre les croisés et les impurs.
- (14) Voir à ce sujet, Philippe Migaux, « Les racines de l'islamisme radical » in Gérard Chaliand et Arnaud Blin (dir.), *Histoire du terrorisme – De l'antiquité à Al-Qaïda*, Bayard, Paris, 2004, p. 281-341.
- (15) Magnus Ranstorp, « Le terrorisme au nom de la religion » in Gérard Chaliand (dir.), *Les stratégies du terrorisme*, Desclée de Brouwer, Paris, 1999, p. 113-140.
- (16) Bruce Hoffman, « Les terrorismes et la réponse américaine » in Gérard Chaliand (dir.), *Les stratégies du terrorisme*, op. cit., p. 145.
- (17) Hélène L'Heuillet, *Aux sources du terrorisme : De la petite guerre aux attentats-suicides*, Fayard, Paris, 2009, 346 p.
- (18) Bruce Hoffman, op. cit. p. 145.
- (19) Rodrigue Nana Ngassam, « La Menace de Boko Haram », *Géopolitique Africaine*, n° 52, troisième trimestre, novembre 2014, p. 147-157.
- (20) Selon Human Rights Watch, environ 6000 civils ont été tués par les hommes de Boko Haram de 2009 à 2014. Voir *Human Rights Watch, World report 2015 – Nigeria*.